



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France
Unité départementale du Val-d'Oise**

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

PONTOISE, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



PLACOPLATRE

95607001

95150 TAVERNY

Références : UD95-2022-789
Code AIOT : 0006506167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement PLACOPLATRE implanté Rond point du Fayel (RD 3) 95607001 95560 BAILLET EN FRANCE. L'inspection a été annoncée le 24/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi courant de la carrière souterraine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLACOPLATRE
- Rond point du Fayel (RD 3) 95607001 95560 BAILLET EN FRANCE
- Code AIOT : 0006506167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société Placoplatre a été autorisée à exploiter une carrière souterraine de gypse au niveau de la butte de Montmorency, par arrêté préfectoral du 27 janvier 2001.

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous et tel que repris dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/05/2021 :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 946 ha	1 000 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	641 kW
1434-1	D	Installation de distribution de liquides inflammables	Débit de 6 m3/h
2517	NC	Station de transit, regroupement	Aire de transit de 1131 m2

A : autorisation ; E : Enregistrement, D : Déclaration et NC : Non Classé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement	Arrêté Préfectoral du 17/05/2021, article 2	/	Sans objet
2	Caractéristiques de la carrière	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article 3	/	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conduite de l'exploitation souterraine	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-6	/	Sans objet
5	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-7	/	Sans objet
6	Conduite de l'exploitation souterraine	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-8	/	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-11	/	Sans objet
8	Conduite de l'exploitation souterraine	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-13	/	Sans objet
9	PLANS	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-19	/	Sans objet
10	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article III-4	/	Sans objet
11	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article III-5	/	Sans objet
12	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enjeux environnementaux sont bien appréhendés par l'exploitant. Quelques observations ont été faites à l'exploitant lors de l'inspection :

- le plan semestriel de situation est à améliorer en y faisant figurer les côtes des niveaux principaux d'une part et en choisissant des couleurs bien différentes qui ne portent pas à confusion d'autre part ;
- l'exemplaire du plan à la date du 31 décembre doit comprendre l'ensemble des points repris à l'article II-19 des prescriptions ;
- la présence d'un château d'eau au niveau de l'emprise autorisée est à vérifier,
- un cabinet expert mandaté par Placoplatre devrait rendre son rapport relatif à "l'incendie" sous 15 jours. Celui-ci devrait comprendre une solution technique, un cahier des charges de la solution technique, un échancier et le préchiffage. Cette étude devrait être présentée au sein de l'UDEAT95 de la DRIEAT courant octobre 2022.
- le plan de positionnement des bâches à eau, ainsi que tout élément permettant de justifier de leur opérationnalité sont tenus à la disposition de l'inspection et du SDIS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2021, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement au titre des installations classées			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 946 ha	1 000 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	641 kW
1434-1	D	Installation de distribution de liquides inflammables	Débit de 6 m3/h
2517	NC	Station de transit, regroupement	Aire de transit de 1131 m2
A : autorisation ; E : Enregistrement, D : Déclaration et NC : Non Classé			
Constats : Dans un premier temps, l'exploitant a présenté les activités de la carrière. La carrière de Baillet, située sous la butte de Montmorency est actuellement exploitée par 2 exploitants : Placoplatre et ETEX. Un unique tunnel permet d'accéder à la carrière souterraine. Ensuite, les 2 zones sont bien identifiées. Lors de la visite sur site, une fois passée la descenderie commune, il a été constaté que les 2 quartiers sont bien identifiés et bien délimités. La carrière de Baillet produit environ 600 000 tonnes par an de gypse (Placoplatre+ETEX). C'est la plus grosse carrière de gypse de France avec ETEX en volume. Seule la première masse de gypse est exploitée. Elle se trouve entre 40 et 80 m de profondeur, au niveau de la butte de Montmorency. L'épaisseur de gypse est quant à elle comprise entre 6 et 12 m. L'exploitant a rappelé que 55% de la production française de gypse venait d'Île-de-France et que l'Î.D.F. représente 70% des réserves nationales de gypse. Au niveau de la carrière de Montmorency, on retrouve au nord du périmètre de la carrière autorisée des zones rurales et au sud, des zones plutôt urbaines. Les horaires de fonctionnement ont évolué au 1 ^{er} septembre 2022 afin de tenir compte de la demande croissante et sont ainsi passés à 6h/13h et 12h/19h, en 2 équipes. Afin de stabiliser la carrière, Placoplatre procède à du boulonnage des différentes parois à l'aide de boulons de 2 m et de résine. Le remblaiement des galeries est réalisé au fur et à mesure de l'avancement de la carrière, par un prestataire. Placoplatre a créé une plateforme de rupture de charge dont le fonctionnement a démarré en mars 2022. Les déchets inertes ou sulfatés y sont déposés par les différents clients. Le prestataire choisi par Placoplatre procède ensuite au remblaiement de la carrière à l'aide de plusieurs véhicules tous équipés d'extinction automatique, tel que rappelés par l'exploitant. La carrière emploie 38 salariés et crée 200 emplois indirects. Dans un second temps, l'exploitant a présenté les activités de la carrière, en lien avec les rubriques de classement : - <u>s'agissant de la rubrique 2510</u> : en 2021, environ 265 000 tonnes de gypse ont été extraits côté Placoplatre. L'exploitant a rappelé que c'était ces tonnages qui étaient extraits depuis quelques années. Toutefois, au regard de la demande croissante, l'exploitant a modifié ses horaires notamment pour pouvoir en extraire plus, mais toujours dans les limites des quantités prévues			

<p>dans l'arrêté. En 2022, il devrait être extrait environ 330 000 tonnes de gypse. Le site relève bien du régime de l'autorisation au titre de cette rubrique.</p> <p>- <u>s'agissant de la rubrique 2515</u> : l'exploitant a indiqué avoir changé le concasseur primaire qui était obsolète et devait continuellement faire l'objet de réparations. L'installation de concassage criblage est ainsi constituée d'un concasseur primaire, d'un crible puis d'un concasseur secondaire. Cette installation a une puissance installée totale de 369 KW, soit une puissance inférieure à celle reprise dans l'arrêté de 2001. Toutefois, le seuil de l'enregistrement étant fixé à 200 kW, le site reste classé à enregistrement pour cette rubrique.</p> <p>- <u>s'agissant de la rubrique 1434-1</u> : l'installation de distribution de carburants n'a pas été modifiée depuis l'arrêté de 2001. Le site reste soumis au régime de la déclaration pour cette rubrique.</p> <p>- <u>s'agissant de la rubrique 2517</u> : cette rubrique vise la plateforme de rupture de charge qui a été réceptionnée par les services de la Driat en décembre 2021. La mise en service effective a été réalisée en mars 2022. Aucune modification n'a été apportée depuis mars à cette plateforme qui reste non classée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Caractéristiques de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les références cadastrales et territoriales sur les communes de Baillet-en-France, Bessancourt, Bouffémont, Chauvry, Montlignon, Saint Leu la Forêt, Saint Prix et Taverny sont en annexe.</p> <p>- périmètre de l'autorisation : 945ha 69a 11ca - durée de l'autorisation : La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état.</p> <p>- volumes et tonnages maximaux annuels de produits extraits : Le volume maximum annuel extrait de gypse est de 435 000 m3, représentant un tonnage maximal annuel de 1 000 000 tonnes.</p> <p>Constats : L'exploitation actuelle de la carrière est réalisée au Nord-Est du périmètre autorisé, soit au niveau de la commune de Chauvry. La carrière de Baillet n'alimente aucune usine Placoplatre. Les principaux clients sont répartis en France et en Belgique.</p> <p>En 2021, environ 265 000 tonnes de gypse ont été extraits. Ce tonnage est repris dans la déclaration GEREP.</p> <p>A ce stade, l'exploitant n'a pas modifié le périmètre de son autorisation et ne compte pas le modifier à court terme. L'exploitant a rappelé que l'autorisation avait été accordée jusqu'en 2031 et qu'il réfléchissait déjà à une extension.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-5
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le document attestant de la constitution des garanties financières, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret 77-1133 est adressé au préfet dès la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté le document envoyé à l'inspection par courrier du 15 octobre 2019. L'attestation ainsi fournie mentionne un montant maximum de cautionnement de 2 082 692 euros pour la période allant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite de l'exploitation souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-6
Thème(s) : Risques accidentels, Méthode d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite par la méthode dite "par chambres et piliers" avec abattage du gypse à l'explosif en une ou deux passes (traçage ou traçage+levage) et remblayage des vides souterrains après exploitation. Les galeries ont une largeur de 8 mètres. Les piliers ont une section de 10mX10m. L'exploitant s'assure la sécurité du public lors des tirs à l'explosif. Il définit un plan de tir. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, sauf circonstances liées à la sécurité, nonobstant l'application de dispositions législatives ou réglementaires particulières.
Constats : L'exploitant a indiqué que l'exploitation de la carrière était bien réalisée suivant le méthode dite des chambres et piliers. Les galeries ont une largeur de 8 m et les piliers 10mX10m. Sur d'anciennes zones qui peuvent faire l'objet de reprise par Placoplatre, on peut retrouver des piliers de 16mX16m. L'exploitant a toutefois rappelé que le traçage actuel dans des nouvelles zones est bien réalisé pour des piliers de 10mX10m. Pour un meilleur rendement, des explosifs sont utilisés. Lors de la visite sur site, il a bien été constaté des largeurs de galeries de 8 m et des piliers de 10mX10m. Dans certaines parties de la carrière, il a été constaté la présence de piliers de 16mX16m. Ceux-ci ont été recoupés par l'exploitant et tel que prévu dans son arrêté. L'exploitant a par ailleurs ajouté que la recoupe de ces piliers pouvaient s'avérer complexes, au point qu'il abandonne l'idée de recouper les piliers et donc, des ressources. Enfin, l'exploitant a précisé que les tirs à l'explosif étaient bien réalisés les jours ouvrables. En fonction de l'avancement dans la carrière et des besoins, l'exploitant commande la veille pour le lendemain les quantités d'explosifs nécessaires. L'exploitant a ajouté qu'il n'y avait pas eu de modification du plan de tir depuis 2013. Les tirs sont lancés à 19h, les jours ouvrables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-7
Thème(s) : Risques chroniques, Zone de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs à l'explosif ne peuvent se faire à moins de 300 mètres en projection horizontale de toute habitation existante hors du périmètre autorisé. La distance de ces tirs ne devra pas être inférieure à 110 mètres pour ce qui concerne les maisons forestières présentes dans le périmètre de l'autorisation. Deux ans avant que l'exploitation ne se situe à moins de 300 mètres d'un château d'eau, une étude déterminant la distance minimum à respecter pour que l'état du château d'eau ne soit pas affecté sera remise en préfecture sauf convention antérieure particulière passée entre l'exploitant et les gestionnaires de l'ouvrage concerné. Au voisinage des ouvrages existants (ouvrage de transport d'électricité...), l'exploitant prend contact avec le propriétaire et/ou l'exploitant de l'ouvrage pour arrêter en accord avec ce dernier, les modalités d'exploitation.
Constats : Sur le plan établi chaque semestre par l'exploitant, plan qui permet notamment, de suivre les zones exploitées et à exploiter en 2022, les zones remblayées, les zones en cours de remblaiement, l'exploitant fait figurer les périmètres relatifs aux zones de 300m et 500m depuis les habitations les plus proches. Il a bien ajouté qu'aucun tir à l'explosif n'était réalisé dans la zone des 300m. De même, autour des maisons forestières, l'exploitant a identifié sur le plan précité une zone de 110m dans laquelle il est interdit de tirer à l'explosif et donc, d'extraire du gypse. Les prescriptions de l'arrêté mentionnent la présence d'un château d'eau. Or, l'exploitant n'a pas connaissance de ce château d'eau. Enfin, dans les zones exploitées en 2021 et 2022, l'exploitant n'a pas eu besoin de contacter un propriétaire ou un exploitant d'ouvrage, aucun ouvrage existant ou habitation ne se trouvant au voisinage des zones exploitées. S'agissant des tirs à l'explosif, l'exploitant a précisé qu'il avait déposé, en mai 2022, un dossier de porter à connaissance relatif à des modifications des conditions d'exploitation. En effet, il propose d'utiliser des moyens mécaniques, à la place des explosifs et ce, dans la bande des 300 m jusqu'à 50 m, tel que le prévoit l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. De même, il souhaite se rapprocher des maisons forestières, non habitées, à partir de moyens mécaniques. L'inspection a indiqué que cette demande était en cours d'instruction. Des compléments devraient être demandés prochainement.
Observations : L'exploitant vérifie la présence du château d'eau, tel que repris dans les prescriptions ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conduite de l'exploitation souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-8
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque la distance du front d'abattage se situe à moins de 500m des habitations, des mesures de vitesses particulières telles que définies dans l'article IV-7-2 du présent arrêté sont réalisées par un laboratoire indépendant, à la charge de l'exploitant. Les lieux, au nombre de deux minimum et la fréquence sont définis par un expert nommé par le tribunal de grande instance à la demande de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées après chaque campagne dans un délai d'un mois.</p> <p>Par ailleurs, un capteur fixe et permanent est placé en un point proposé par l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées pour chaque zone exploitée à moins de 500 mètres des habitations. La proposition des points de mesures devra parvenir à l'inspection des installations classées avant le début de l'exploitation dans les zones concernées.</p> <p>Un capteur fixe et permanent à la charge de l'exploitant est mis dans les maisons forestières présentes à l'intérieur du périmètre de l'exploitation lorsque le front de taille se trouve à une distance inférieure à 500 mètres de celles-ci.</p> <p>Les mesures effectuées dans l'année précédente sont consultables par l'inspection des installations classées sur le site. Les autres résultats des mesures sont conservés au siège de l'exploitation. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées chaque trimestre accompagnés des commentaires appropriés.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport final 2021 établi par l'INERIS qui reprend le bilan des mesures de vibrations. Des mesures de vibration ont été réalisées en 1 point situé au niveau de la maison forestière dénommée "Domaine du Bois Corbon". La valeur limite fixée dans l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières est de 10 mm/s. Le sismographe installé dans la maison forestière a été programmé pour enregistrer des vibrations au seuil de déclenchement de 0,25 mm/s. Aucun enregistrement n'a été réalisé, les vibrations étant inférieures au seuil de déclenchement de 0,25 mm/s.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-11
Thème(s) : Risques accidentels, Issues de secours - Puits d'aérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant maintient en permanence accessibles et opérationnelles au moins deux issues de secours, tunnel ou puits, ainsi que les ouvrages nécessaires au besoin de l'aérage de la carrière. Dans la forêt, les puits sont balisés. Leur accès est interdit au public.
Constats : L'exploitant a précisé que la carrière possédait 2 issues de secours, les 2 tunnels : le tunnel de Bessancourt et celui de Baillet. L'air rentre majoritairement par le tunnel de Bessancourt et sort par les 2 puits d'aérage (dont 1 seul chez placoplatre) et celui d'ETEX qui a été camouflé en arbre. L'exploitant a précisé que les accès au puits d'aérage dans la forêt n'était pas possible. Au cours de l'inspection, dans le temps imparti, il n'a pas été possible d'aller vérifier que le puits au milieu de la forêt était bien sécurisé. Ce point sera vérifié lors de la prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conduite de l'exploitation souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-13
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les cavités exploitées et non encore réaménagées font l'objet d'une visite périodique afin de détecter toute amorce d'éboulement ou d'affaissement. Toutes les dispositions sont prises pour éviter qu'un éboulement n'atteigne la surface. Les résultats des visites sont consignés dans un registre qui signale également le nom du visiteur, la date et l'heure de la visite. La périodicité et les modalités de visite sont fixées dans une consigne.
Constats : L'exploitant a présenté la consigne dénommée "Procédure de surveillance des cavités exploitées et non réaménagées" datée du 27/08/2015. Au niveau des vieux vides, il y est préconisé un contrôle visuel au moins tous les 3 ans. L'exploitant a précisé que dans les faits, c'était plutôt un contrôle visuel annuel. Le registre présenté par l'exploitant qui sert à tracer les différents contrôles de la carrière mentionne le nom de la personne et une date de visite au 12 août 2022. La zone de contrôle y est également reprise avec les constats : zone bessancourt, sortie de secours : chute bloc moins de 20kg. L'exploitant a rajouté que c'était l'expérience de terrains qui permettait de définir la mise en place d'un boulonnage. Au niveau des zones en exploitation, les contrôles visuels sont réalisés de manière systématique mais ne sont pas tracés dans un registre. Toutefois, le système d'étiquettes mis en place par l'exploitant permet aux travailleurs de signaler toute anomalie. Les étiquettes oranges (geotechniques) sont enregistrées sur un fichier excel. Sur cette même étiquette sont repris les actions correctives immédiates. Par exemple, l'étiquette orange présentée par l'exploitant mentionne la date du 23 août 2022, le risque de chute d'une corniche, l'action d'alerter le chef d'équipe et l'action corrective immédiate de purge manuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : PLANS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-19
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté et repéré par rapport à la surface de la carrière.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ; - les zones en cours d'exploitation ; - les zones déjà exploitées non remises en état ; - les zones remises en état ; - les côtes de niveau des points principaux. <p>Ce plan est remis à jour au moins une fois tous les 6 mois, au 30 juin et au 31 décembre de l'année N. L'exemplaire du 31 décembre est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment les volumes de vide restant à remblayer relevé par un géomètre, le volume annuel de gypse extrait, le volume annuel de remblai mis en place).</p> <p>Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant est adressé à l'inspection des installations classées et à la préfecture au plus tard au 1er octobre de l'année N et l'exemplaire accompagné de ses annexes au 1er mai de l'année N+1.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté un plan au 1/5000ème daté du 30 juin 2022, c'est-à-dire, un plan de situation de l'exploitation à cette date. Celui-ci n'a pas été reçu par l'inspection compétente, à savoir l'UDEAT 95. Après des recherches, l'exploitant a confirmé que le plan avait été envoyé, tel que prévu par son arrêté préfectoral mais à l'UDEAT 78. L'exploitant a prévu de renvoyer ce plan à l'UDEAT 95.</p> <p>Le plan reprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le périmètre autorisé ; - les zones en cours d'exploitation ; - les zones exploitées non encore remblayées ; - les zones recoupées ; - les zones remblayées ; - l'entrée de la carrière et la sortie de secours au niveau de Bessancourt ; - les rayons de 300 m et 500 m autour <p>Les côtes des niveaux principaux ne figurent pas sur le plan. Par ailleurs, plusieurs déclinaisons de rouge sont reprises sur le plan, ne permettant pas une lecture compréhensible du plan.</p> <p>Observations : L'exploitant améliore le plan de situation en y faisant figurer les côtes des niveaux principaux d'une part et en choisissant des couleurs bien différentes qui ne portent pas à confusion d'autre part.</p> <p>Enfin, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'exemplaire du plan à la date du 31 décembre qui doit comprendre l'ensemble des points repris à l'article ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article III-4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur le carreau et en sortie du tunnel. Les véhicules de transport de gypse sortant du site sont efficacement, correctement bâchés. Le bâchage des véhicules est réalisé de telle manière qu'il ne crée pas de danger pour toute personne. Constats : Pour éviter la propagation des poussières, l'exploitant a indiqué avoir délégué à ECT l'arrosage des pistes et le balayage à une fréquence au moins tous les 15 j et au besoin, ponctuellement. S'agissant des camions qui sortent de la carrière chargés de gypse, l'exploitant a indiqué qu'il y avait une zone de bache au fond de la carrière. Sinon à la bascule, un employé de Placoplatre procède à un contrôle visuel. L'exploitant n'a pas connaissance de cette problématique de bâchage, la majorité des camions étant équipée de bache automatique, une simple manoeuvre permettant de bacher les camions. Lors de la visite de la carrière, cette zone de bâchage a été identifiée par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article III-5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie et explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Constats : L'exploitant a précisé que la carrière était équipée d'extincteurs. La dernière vérification a été réalisée le 11 février 2022, par l'entreprise MOREAU Incendie. Des observations sont portées dans le rapport de vérification : des extincteurs sont absents dans certains cas et d'autres, sont à remplacer car réformé/+ de 5 ans/+ 10 ans. S'agissant des actions correctives faisant suite aux observations portées dans le rapport, l'exploitant a précisé posséder un ensemble d'extincteurs en réserve qui permet de remplacer ceux qui sont à réformer. Les remplacements sont réalisés à réception du rapport. Les extincteurs à réformer sont, quant à eux stockés dans une zone dédiée et repris lors de la visite suivante par le fournisseur. La liste des nouvelles « réserves » est transmise avant intervention pour livraison le même jour. L'exploitant a indiqué, qu'en plus des extincteurs, la carrière était équipée de bâches à eau, de 120m ³ clairement identifiées et réparties dans la carrière. Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence de plusieurs bâches à eau identifiées et pleines. A ce stade, l'inspection des installations classées n'a pas connaissance de la réception de ces bâches par le SDIS. Enfin, l'exploitant a indiqué que les camions routiers qui venaient charger du gypse au sein de la

carrière souterraine n'étaient pas tous équipés d'extinction automatique, au regard des nombreux transporteurs affrétés en majorité par les clients. L'exploitant travaille actuellement sur une solution pour répondre au RGIE en matière d'incendie. Un cabinet expert mandaté par Placoplatre finalise des travaux sur les aspects techniques permettant de compenser les restrictions du RGIE. Le rapport devrait être rendu sous 15 jours. Il devrait comprendre une solution technique, le cahier des charges de la solution technique et le préchiffrage. Cette étude sera présentée au sein de l'UDEAT95 de la DRIEAT courant octobre 2022.

Par ailleurs, un exercice incendie a été réalisé le 12 avril 2022. L'évacuation totale a été faite en 40 minutes.

Observations : L'exploitant tient à disposition un plan de positionnement des bâches à eau et tout élément permettant de justifier de leur opérationnalité. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'existence de ces bâches ne l'exonère pas de mettre en place une solution pérenne en cas d'incendie et telle que prévue dans le RGIE.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé : Non-conformité relevée lors de l'inspection 2021

Prescription contrôlée :

Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : L'exploitant a présenté le rapport annuel de l'APAVE relatif aux mesures de retombées des poussières à partir de jauges Owen daté du 10 février 2022.

Ce rapport synthétise les 4 campagnes de mesures réalisées en 2021 :

- du 9 février 2021 au 12 mars 2021 ;
- du 27 avril 2021 au 28 mai 2021 ;
- du 20 juillet 2021 au 20 août 2021 ;
- du 26 octobre 2021 au 26 novembre 2021.

Les mesures ont bien été réalisées sur 31 jours et une campagne de mesures par trimestre. Ce point avait fait l'objet d'une non-conformité lors de l'inspection de juillet 2021. Cette non-conformité peut être levée.

Les mesures ont été réalisées conformément à la norme NF X43-014. Quatre jauges ont été positionnées autour de la carrière : au niveau du tunnel, de la forêt, du golf et du puits d'aérage.

Les résultats des mesures sont données mg/m²/jour. Les maximales ont été mesurées au niveau de la forêt et du puits d'aérage avec respectivement des valeurs de 315 mg/m²/jour et 347 mg/m²/jour. Tous les résultats sont conformes à la réglementation qui a fixé une valeur limite de 500 mg/m²/jour.

Tous les résultats de mesures sont inférieurs à la valeur limite de 500 mg/m²/jour.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet